
PRESS RELEASE

ENG | Jan 17, 2024

PACCI Calls for Policy Diversification and Private Sector Engagement to Boost AfCFTA Success for SMEs

Nairobi, Kenya – January 19, 2024 – The Pan African Chamber of Commerce and Industry (PACCI) participated in this week's "Conference on AfCFTA Implementation Strategies: Towards an AfCFTA Implementation Peer Learning Community," urging greater action on economic diversification and private sector engagement to unlock the full potential of the African Continental Free Trade Agreement (AfCFTA) for Small and Medium-sized Enterprises (SMEs).

Liberation Not Enough:

While acknowledging the importance of trade and investment liberalization, PACCI stressed that it alone will not be sufficient to ensure significant SME participation in intra-African trade and investment. They emphasized the need for complementary policies fostering economic diversification and supporting entrepreneurship to empower SMEs to take advantage of the AfCFTA.

Prioritizing SME-Friendly Customs:

PACCI identified specific AfCFTA provisions crucial for SMEs:

- **Transparency and Consultation:** Establishing a readily accessible online customs inquiry system and regularly consulting the trade community on customs procedures.
- **Simplified Tariff Information:** Developing and disseminating a user-friendly tariff finder tool to inform SMEs about applicable tariffs and regulations.
- **Efficient Clearance:** Implementing time-bound customs clearance to expedite trade and cash flow for SMEs.

Unveiling Pan-African Payment System Challenges:

PACCI expressed concern about the limited understanding of the Pan-African Payment and Settlement System (PAPSS) among the private sector. Despite its potential benefits,

inadequate information and communication have resulted in confusion and hesitation amongst SMEs. Additionally, the low number of participating central banks implementing PAPSS raises concerns about its adoption and effectiveness.

Private Sector as Missing Piece:

PACCI highlighted the perceived slow pace of AfCFTA implementation, a potential obstacle to realizing its economic benefits. They pointed out that while engaging private sector businesses in national-level discussions is a positive step, the level of engagement needs to be significantly amplified. By actively involving the private sector throughout the implementation process, governments can gain valuable insights and impetus to accelerate progress.

The Pan-African Chamber of Commerce and Industry (PACCI) strongly advocates for urgent measures to diversify economies, support entrepreneurship, and engage the private sector to fulfill the promises of the African Continental Free Trade Area (AfCFTA) in empowering SMEs and fostering inclusive economic growth. Highlighting the need for gender-inclusive programs, assistance for small technology companies, and fair recourse mechanisms for SMEs in customs disputes, PACCI emphasizes the critical role of the private sector in driving these initiatives forward. Emphasizing that businesses should take ownership of the AfCFTA, PACCI calls for a significant increase in private sector engagement, asserting that their active involvement is crucial for the successful implementation and realization of the AfCFTA's transformative potential across Africa.

PACCI Secretariat



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

FRN | Jan 17, 2024

PACCI appelle à la diversification des politiques et à l'engagement du secteur privé pour favoriser le succès de l'AfCFTA pour les PME

Nairobi, Kenya - 19 janvier 2024 - La Chambre panafricaine de commerce et d'industrie (PACCI) a participé cette semaine à la "Conférence sur les stratégies de mise en œuvre de l'AfCFTA : Vers une communauté d'apprentissage par les pairs pour la mise en œuvre de l'AfCFTA", exhortant à une plus grande action sur la diversification économique et l'engagement du secteur privé pour libérer le plein potentiel de l'Accord de libre-échange continental africain (AfCFTA) pour les petites et moyennes entreprises (PME).

La libération ne suffit pas :

Tout en reconnaissant l'importance de la libéralisation du commerce et de l'investissement, la PACCI a souligné qu'elle ne suffira pas à elle seule à assurer une participation significative des PME au commerce et à l'investissement intra-africains. Ils ont insisté sur la nécessité de politiques complémentaires favorisant la diversification économique et soutenant l'esprit d'entreprise pour permettre aux PME de tirer parti de la ZLECA.

Priorité aux douanes favorables aux PME :

La PACCI a identifié des dispositions spécifiques de l'ALEAC cruciales pour les PME :

- **Transparence et consultation :** Mise en place d'un système de demande de renseignements douaniers en ligne facilement accessible et consultation régulière de la communauté commerciale sur les procédures douanières.
- **Information tarifaire simplifiée :** Développement et diffusion d'un outil de recherche tarifaire convivial pour informer les PME sur les tarifs et réglementations applicables.
- **Dédouanement efficace :** Mise en œuvre de délais de dédouanement pour accélérer les échanges commerciaux et les flux de trésorerie des PME.

Présentation des défis du système de paiement panafricain :

La PACCI a exprimé son inquiétude quant à la compréhension limitée du système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS) par le secteur privé. Malgré ses avantages potentiels, le manque d'information et de communication a créé de la confusion et de l'hésitation parmi les PME. En outre, le faible nombre de banques centrales participantes qui mettent en œuvre le PAPSS suscite des inquiétudes quant à son adoption et à son efficacité.

Le secteur privé, pièce manquante :

Le PACCI a souligné la lenteur perçue de la mise en œuvre de l'AfCFTA, un obstacle potentiel à la réalisation de ses avantages économiques. Elle a souligné que si l'engagement des entreprises du secteur privé dans les discussions au niveau national est une étape positive, le niveau d'engagement doit être amplifié de manière significative. En impliquant activement le secteur privé tout au long du processus de mise en œuvre, les gouvernements peuvent obtenir des informations précieuses et un élan pour accélérer les progrès.

La Chambre panafricaine de commerce et d'industrie (PACCI) plaide vigoureusement en faveur de mesures urgentes pour diversifier les économies, soutenir l'esprit d'entreprise et engager le secteur privé à tenir les promesses de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) en renforçant les PME et en favorisant une croissance économique inclusive. Soulignant le besoin de programmes incluant les femmes, d'aide aux petites entreprises technologiques et de mécanismes de recours équitables pour les PME en cas de litiges douaniers, la PACCI insiste sur le rôle essentiel du secteur privé dans l'avancement de ces initiatives. Soulignant que les entreprises devraient s'approprier l'ALECAF, PACCI appelle à une augmentation significative de l'engagement du secteur privé, affirmant que leur participation active est cruciale pour la mise en œuvre réussie et la réalisation du potentiel de transformation de l'ALECAF à travers l'Afrique.

PACCI Secretariat